

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 45 (2018)
Heft: 1

Artikel: "Le plus grand projet du mandat"
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911637>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Le plus grand projet du mandat»

Le 4 mars, un nouveau régime financier sera soumis au vote.

JÜRIG MÜLLER

Cette votation est certes capitale. Selon le ministre des Finances Ueli Maurer, ce serait même «probablement le plus grand projet du mandat». Pour une fois, toutes les forces politiques s'accordent autour du nouveau régime financier 2021 qui sera soumis au vote le 4 mars. Si ce projet n'était pas approuvé, la Confédération n'aurait plus d'argent. Le budget fédéral doit pouvoir continuer à compter sur les revenus de l'impôt fédéral direct et de la TVA. Le régime financier actuel prend fin en 2020.

C'est une spécificité du fédéralisme suisse: la validité du système d'impôt fédéral est toujours limitée dans le temps. Il doit à présent être prolongé jusqu'en 2035. Le Conseil fédéral

souhaitait initialement modifier le régime financier fédéral de manière à pouvoir prélever ces deux impôts sur une durée indéterminée. Mais, en raison de l'opposition qui s'est manifestée durant la consultation, il sera à présent renouvelé pour seulement 15 ans. Le principal argument en faveur de ce système est que la durée limitée et la votation populaire confèrent aux impôts une plus grande légitimité démocratique.

L'impôt fédéral direct et la TVA sont les deux plus importantes sources de revenus de la Confédération, ils représentent plus de 60 % de toutes les finances fédérales. Comme il nécessite une modification formelle de la Constitution fédérale, le nouveau régime financier 2021 doit être soumis au vote du peuple et des cantons.

Alain Berset doit maintenant faire preuve d'endurance

Pour le conseiller fédéral Alain Berset, le 24 septembre dernier aurait pu marquer le démarrage anticipé de sa première année de présidence. Mais le peuple ayant rejeté ce jour-là la réforme en profondeur des retraites, son année à la tête du Palais fédéral sera placée sous le signe du conflit autour de la sauvegarde de la prévoyance vieillesse.

MARKUS BROTSCHI

Jusqu' alors, le parcours politique d'Alain Berset a défrayé la chronique de la vie politique suisse habituelle. À 31 ans, le Romand originaire de Belfaux, dans le canton de Fribourg, devient conseiller aux États et à 39 ans, il siège au Conseil fédéral. Au bout de six années de bons et loyaux services, le voilà promu à son tour Primus inter pares du collège, et à 45 ans, il reste de loin le plus jeune élu du gouvernement fédéral.

Alain Berset a inauguré en 2010 l'arrivée au sein du gouvernement d'une nouvelle génération de représentants politiques socio-démocrates: il représente la gauche sans discours idéologique, est pragmatique et fin tacticien. En costume-cravate, il fait meilleure figure que certains magistrats bourgeois. Alain Berset, qui, après sa maturité, est parti un an au Brésil gagner sa vie en tant que pianiste de bar, a imprimé un nouvel élan au sein du gouvernement.

Spirituel, et les pieds sur terre

Alain Berset est prédestiné aux missions de représentation qu'il devra exercer durant son mandat. En effet, il trouve toujours le ton approprié, ne manque pas de charme, fait preuve d'esprit tout en gardant les pieds sur terre. Il aime être proche du peuple, sait communiquer et est apprécié des jeunes. Des étudiants en école professionnelle qui assistaient à l'émission «Arena» de la télévision suisse

consacrée à la réforme des retraites lui ont ainsi demandé un selfie à la fin de l'émission.

Ce Romand de Fribourg parcourt aussi bien la scène internationale que les manifestations locales, qu'il s'agisse du Forum économique mondial de Davos, du Festival du film de Locarno ou encore de la Fête fédérale du jodel en 2017. Durant son mandat, il se rendra au Forum économique mondial et aux Jeux olympiques d'hiver en Corée du Sud. Il recevra en outre les chefs d'État et de gouvernement des pays germanophones dans le cadre d'une rencontre commune en Suisse.

En Suisse, le président fédéral reste avant tout le chef de son département. Deux dossiers brûlants l'attendent: l'assurance maladie et la prévoyance vieillesse. Avec son élection, il y a six ans, le très lourd Département de l'intérieur est retourné aux mains du PS après avoir été géré pendant neuf ans par deux conseillers fédéraux libéraux-radicaux dans un contexte de primes d'assurance maladie croissantes et de démographie vieillissante. À la tête du Département, Alain Berset a d'emblée affiché son efficacité et ses qualités d'organisation en prenant à bras-le-corps la question de la réforme. Son ambition était de réformer simultanément les premier et deuxième piliers, un objectif qui a presque été atteint. Il aurait pu écrire l'histoire. Mais le 24 septembre 2017, il manquait quelques points et la majorité des cantons pour mettre enfin un terme aux 20 années de blocage sur le dossier de la prévoyance vieillesse.

Sur les bases du réalisme politique fédéral

Suite à l'échec de la réforme des retraites, Alain Berset est définitivement revenu aux bases du réalisme politique fédéral, qui préfère les petites avancées pragmatiques aux grandes idées. L'ancien sprinteur sur 800 m doit maintenant trouver l'endurance d'un coureur de fond pour mettre sur pied la nouvelle mouture des réformes indispensables et pour les faire adopter par le Parlement et le peuple.

Peut-être lui arrive-t-il de penser qu'il aurait pu opter pour le Département des affaires étrangères suite au départ de Didier Burkhalter. Il en aurait eu les capacités, lui qui a réussi autrefois le processus de sélection pour entamer une formation de diplomate. Mais son parti lui aurait difficilement pardonné le fait que la politique sociale soit confiée au nouveau conseiller fédéral PLR Ignazio Cassis.

Pour leur part, les parlementaires des partis de la droite bourgeoise ont dû se réjouir doublement de la défaite aux urnes d'Alain Berset: ils étaient contre le projet mais n'appréciaient que modérément la forte influence d'Alain Berset au sein du Conseil fédéral. Il y a deux ans, lorsque Cassis a été interrogé au sujet des socio-démocrates, l'ancien chef de fraction PLR a répondu ceci: «C'est un sacré bon conseiller fédéral, n'en déplaise aux représentants d'une politique bourgeoise.» Si l'État reste au cœur des actions politiques d'Alain Berset, l'homme ne serait pas pour autant un «idéologue de gauche».

MARKUS BROTSCHI EST CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE POUR LE «BUND» ET LE «TAGES-ANZEIGER»